

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 07/05/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/03/2024

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SAS REVIVAL**

Zone industrielle N4  
BP 8  
59880 Saint-Saulve

Références : Visite ICPE du 21/03/2024  
Code AIOT : 0010001941

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2024 dans l'établissement SAS REVIVAL implanté Allée des Italiens ZI Les Laburets 18570 La Chapelle-Saint-Ursin. L'inspection a été annoncée le 27/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS REVIVAL
- Allée des Italiens ZI Les Laburets 18570 La Chapelle-Saint-Ursin
- Code AIOT : 0010001941

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les activités exercées sur le site sont des activités de broyage de métaux et de VHU et de dépollution de VHU.

La société REVIVAL est autorisée à exercer ses activités par arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 27 février 2008 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 février 2013 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2018.

L'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-0796 du 26 juin 2019 adapte les prescriptions de l'arrêté du 18 février 2013 pour les agréments de centre VHU et Broyeur.

L'installation est notamment autorisée pour les rubriques suivantes:

Rubriques relevant du régime de l'autorisation:

2718: Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793; (quantité autorisée de batteries: 25 tonnes)

2791: Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 (quantités autorisées 480 tonnes par jour);

3532: Valorisation de déchets non dangereux ((480 tonnes par jour);

Rubrique relevant du régime de l'enregistrement:

2712: Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (200 m<sup>2</sup>);

Rubrique relevant du régime déclaratif:

2710-1b: Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (déchets dangereux 2 tonnes)

2710-2c: Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (déchets non dangereux 270 m<sup>3</sup>)

2711-2: Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 (900m<sup>3</sup>)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;

- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 7.7.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
4	Niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 6.2.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
7	Contrôle des rejets atmosphériques (MTD traitement	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III	/	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	mécanique; broyeur)				
8	Contrôle des rejets atmosphériques (MTD traitement mécanique; broyeur)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III	/	Demande d'action corrective	60 jours
13	Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 7.7.6.1.	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Implantation aménagement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article art 8.1.5	Susceptible de suites	Sans objet
3	Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration	Susceptible de suites	Sans objet
5	Contrôle de la qualité des rejets (eaux) (MTD traitement mécanique)	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III	/	Sans objet
6	Contrôle de la qualité des rejets (eaux) (MTD traitement	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.1 - X	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	mécanique)			
9	Origine des approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.1.1.	/	Sans objet
10	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.1.2.	/	Sans objet
11	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.2.2.	/	Sans objet
12	Collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.2.3.	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les fiches de constats ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Implantation aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article art 8.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/08/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.</p>
<b>Constats :</b> <p>Constat de la visite précédente du 23 août 2022: Le sol des voies de circulation et des aires de stockage n'est pas étanche sur sa totalité.</p> <p>A compter de la visite ICPE du 7 décembre 2018, l'Inspection a réalisé plusieurs constats relatifs</p>

<p>au mauvais état des aires de manipulation et de stockage des déchets autour du broyeur.</p> <p>L'exploitant a entamé depuis 2019 des travaux de réfection de ces aires:</p> <p>L'Inspection a constaté lors de l'inspection du 23 août 2022, la réalisation de la réfection de l'aire de manipulation au sud et à l'ouest du broyeur et de la zone cisaille (réalisé depuis l'inspection du 19 décembre 2017 en 2 phases).</p> <p>Une surface d'environ 700 m<sup>2</sup> restait à remettre en état.</p> <p>Sur la surface visible (non recouverte de stockages) l'inspecteur a pu constater, lors de la présente visite d'inspection, le bon état de la surface.</p> <p>L'exploitant a fourni un cliché montrant la réfection de cette surface après travaux , avant remise en service.</p> <p>Le constat établi lors de la visite du 23 août 2022 est satisfait.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : ressources en eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article Art 7.7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, défense incendie</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/08/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau de 20 m<sup>3</sup> située en face du pré broyeur;</li> <li>- une réserve d'eau de 1 000 m<sup>3</sup>;</li> <li>- une réserve communale de 300 m<sup>3</sup>, située à moins de 200 mètres des installations;</li> <li>- deux bornes incendie de 60 et 80 m<sup>3</sup> / h;</li> <li>[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au jour de l'inspection du 21 mars 2024, la nature et l'état des moyens de défense incendie est identique à la situation constatée lors de la précédente inspection du 23 août 2022.</p> <p>Ces moyens sont constitués (d'après plan mis à jour à mars 2024):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un bassin de défense incendie de capacité 1000m<sup>3</sup>;</li> <li>- d'un PI alimenté par le bassin de 1000 m<sup>3</sup>;</li> <li>- de 4 RIA alimentés par le réseau public via un surpresseur avec émulseur;</li> </ul>

<p>- d'un PI sur domaine public à 200 mètres de l'entrée de la ZA.</p> <p>L'exploitant, lors de l'inspection du 21 mars 2024, a produit un calcul D9 de dimensionnement des besoins en eaux d'extinction. Ce calcul conclut à un besoin d'un débit de 60 m3 par heure. L'exploitant conclut que les moyens à disposition sur le site sont suffisants.</p> <p>L'inspection rappelle qu'en l'état actuel, les dispositions de l'article 7.7.3. de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 ne sont pas respectées. La modification des prescriptions relatives aux moyens de défense incendie doivent faire l'objet d'un porter à connaissance auprès du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement. L'exploitant s'est engagé à déposer un dossier en ce sens auprès de la préfecture du Cher à l'échéance de fin juin 2024.</p> <p>L'inspection prend acte de cet engagement.</p> <p>Le constat établi lors de l'inspection du 23 août 2022 est maintenu.</p> <p><b>Constat : L'installation ne dispose pas de l'ensemble des moyens de défense incendie prescrits dans son arrêté d'autorisation.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 3 : Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.3.9. Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE des rejets eau</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/08/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. (en mg/l)</p> <p>DBO5: 30</p> <p>DCO:125</p> <p>Hydrocarbures totaux: 5</p>

MEST: 35 Chrome VI:0.1 Plomb: 0.5 Métaux totaux: 15 (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)
<p><b>Constats :</b></p> <p>Constat de la visite précédente du 23 août 2022:  Les paramètres suivants n'ont pas été analysés:  Fer (Fe), Étain (Sn), et Aluminium (Al).  La valeur du paramètre MEST dépasse les valeurs limites autorisées (mesuré: 120 mg/l; VLE: 35 mg/l).</p> <p>L'exploitant a fourni le résultat des dernières analyses réalisées sur le prélèvement du 8 février 2024 (rapport du 27 février 2024).  Les paramètres dont l'analyse était manquante lors de la dernière inspection ont été réalisés (fer, étain et aluminium).  Le paramètre MEST mesuré est en deçà de la valeur limite d'émission autorisée : 25,6mg/l (VLE: 35mg/l).</p> <p>Le constat établi lors de la précédente inspection est levé.</p> <p>L'installation étant également soumise aux dispositions de l'annexe 3.2 - III et X de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, les résultats des analyses des autres paramètres sont décrits au point de contrôle n°6 de ce rapport.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Niveaux de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveaux limites de bruit
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/08/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée:</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- niveau sonore durant la période de jour allant de 7h à 20h (sauf dimanches et jours fériés) : 65 dB (A);</li> <li>- niveau sonore durant la période intermédiaire allant de 6h à 7 h et de 20h à 22h: 60 dB(A);</li> <li>- niveau sonore durant la période de nuit allant de 22h à 6h: 55 dB(A).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de mesures de bruit réalisé le 13 octobre 2021 faisait état d'écarts aux point 1, 2 et 3 qui sont supérieurs aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 Février 2008.</p> <p>L'exploitant avait indiqué que de nouvelles actions devaient être entreprises sur le rotor du broyeur avant la fin de l'année 2022, et qu'elles contribueraient à la réduction des nuisances sonores engendrées par l'installation.</p> <p>Au jour de l'inspection du 21 mars 2024, l'exploitant indique que les modifications apportées au broyeur n'ont pas été réalisées. Ces interventions consistent en l'injection de mousse dans le procédé de broyage.</p> <p>Aux dires de l'exploitant, les nuisances sonores étant dues au process de broyage; il s'engage à réaliser une nouvelle campagne de mesures acoustiques après réfection du process de broyage. L'inspection prend note de cet engagement.</p> <p>Le constat de la précédente visite d'inspection du 23/08/2022 est maintenu.</p> <p>L'inspection note que la modification du procédé (injection de mousse dans le broyeur) doit être portée à la connaissance du préfet du Cher, ce procédé prévoyant l'injection d'une mousse dont la nature doit être identifiée avant mise en œuvre.</p> <p><b>Constat : Les niveaux limites de bruit aux points 1, 2 et 3 dépassent les valeurs limites de bruit en période diurne (respectivement 65,5 ; 71,0 et 75,0 dB(A)); la VLE pour cette période est de 65 dB(A).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

**N° 5 : Contrôle de la qualité des rejets (eaux) (MTD traitement mécanique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Périodicité du contrôle des rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>

Traitement

Paramètre

Effluents aqueux :

Que les effluents soient rejetés au milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'effluents aqueux respectent les valeurs limites et sont surveillés aux fréquences suivantes :

[...]

Fréquence de surveillance (2) (3)

Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques

Indice hydrocarbure

[...]

mensuelle

Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) (4)

[...]

mensuelle

Mercury (Hg) (4)

[...]

mensuelle

Annexe 3.1 - X - Arrêté ministériel du 17 décembre 2019:

Fréquence de surveillance:

MES: mensuel

DCO mensuel; ou COT mensuel;

PFOA: semestriel

PFOS: semestriel

### **Constats :**

La parution le 17/08/2018 au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision établissant les conclusions sur les MTD (meilleures techniques disponibles) associées à la rubrique 3532 a déclenché le réexamen des conditions d'exploitation du site REVIVAL.

L'installation étant soumise aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 27 février 2008 et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 (rubrique 3532), l'exploitant doit respecter les fréquences d'analyses des rejets d'eau les plus strictes.

L'exploitant a indiqué qu'il allait au-delà des prescriptions et appliquait une fréquence d'analyse mensuelle sur l'ensemble des paramètres requis (sauf PFOA et PFOS avec une fréquence semestrielle identique à la prescription).

L'exploitant a fourni le bilan des analyses réalisées sur les effluents aqueux en 2023.

La fréquence d'analyse sur l'année 2023 est respectée.

L'inspection indique qu'un cadre GIDAF sera créé afin de faciliter la saisie et le suivi de l'ensemble de ces paramètres.

**Pas d'écart constaté**

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sans objet.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Contrôle de la qualité des rejets (eaux) (MTD traitement mécanique)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.1 - X
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE du contrôle des rejets aqueux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Valeurs limites d'émissions et surveillance des émissions applicables à toutes les installations de traitement de déchets</p> <p>Que les effluents, à l'exception des effluents rejetés par le traitement des déchets liquides aqueux, soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective, les rejets d'eaux résiduaires respectent les valeurs limites de concentration et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>Matières en suspension (MES)  60 mg/L (5)  [...]</p> <p>Demande chimique en oxygène (DCO) (4)  180 mg/L (6)  [...]</p> <p>Carbone organique total (COT) (4)  60 mg/L  [...]</p> <p>(4) La valeur limite et la surveillance portent soit sur le COT soit sur la DCO. Le paramètre COT est préférable car sa surveillance n'implique pas l'utilisation de composés très toxiques.</p> <p>[...]</p> <p>Annexe 3.2 - III Arrêté ministériel du 17 décembre 2019</p> <p>Indice hydrocarbure 10 mg/L  Arsenic (As), cadmium (Cd), chrome (Cr), cuivre (Cu), nickel (Ni), plomb (Pb), zinc (Zn) As : 0,05 mg/L Cd : 0,05 mg/L Cr : 0,15 mg/L Cu : 0,5 mg/L Pb : 0,3 mg/L Ni : 0,5 mg/L Zn : 2 mg/L  Mercure (Hg) 5 µg/L</p> <p>Arrêté préfectoral du 27 février 2008, article 4.3.9.  Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires après épuration  L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies. (en</p>

mg/l) DBO5: 30 DCO:125 Hydrocarbures totaux: 5 MEST: 35 Chrome VI:0.1 Plomb: 0.5 Métaux totaux: 15 (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le bilan des analyses des rejets d'eau pour l'année 2023.  Ce bilan fait état d'écarts pour certains paramètres.  L'inspection note des écarts récurrents sur les paramètres suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MES totales (janvier, mars, avril, août , septembre, octobre, novembre et décembre (188 mg/l ; VLE : 35 mg/l)</li> <li>- plomb: janvier et septembre (0.389 mg/l ; VLE : 0.3 mg/l)</li> <li>- métaux totaux : janvier et septembre : (20,47 mg/l ; VLE: 15mg/l)</li> </ul> <p>Constat lors de la visite : les valeurs limites des émissions d'eau ne sont pas respectées.</p> <p>Après la présente visite, l'inspecteur a demandé le résultat des dernières analyses (février 2024)  Le rapport d'analyse n'appelle pas de remarque:  Le constat d'écart aux valeurs limites est levé.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Contrôle des rejets atmosphériques (MTD traitement mécanique; broyeur)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques, périodicité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les traitements mécaniques des déchets  Poussières  [...]</p> <p>semestrielle</p> <p>Traitement mécanique en broyeur des déchets métalliques  Retardateurs de flamme bromés (1)  /  annuelle</p>

PCB de type dioxine (1) / annuelle
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V) (1) / annuelle
PCDD/F (1) / annuelle
COVT / semestrielle
(1) Les valeurs limites et la surveillance ne s'appliquent que lorsque les substances sont pertinentes pour le flux d'effluents gazeux, d'après l'inventaire décrit au III de l'annexe 2.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a fourni le rapport relatif au contrôle des rejets polluants à l'atmosphère (intervenant: Ginger Leces agence idf Unité Ouest, intervention du 24 mai 2023). Tous les paramètres prescrits ont été analysés. L'exploitant indique que le relevé d'échantillons qui devait se tenir en fin d'année 2023 n'a pu être réalisée en raison d'une panne des engins permettant l'accès par le prestataire à l'émissaire des rejets atmosphériques .  <b>Constat : La fréquence d'analyse des rejets atmosphériques n'est pas semestrielle pour les paramètres poussières et COVT.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

  

<b>N° 8 : Contrôle des rejets atmosphériques (MTD traitement mécanique; broyeur)</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article annexe 3.2 - III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques,VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Tous les traitements mécaniques des déchets</p> <p>Poussières</p> <p>5 mg/Nm3</p> <p>ou</p> <p>10 mg/Nm3 lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni le rapport relatif au contrôle des rejets polluants à l'atmosphère (intervenant: Ginger Leces agence idf Unité Ouest, intervention du 24 mai 2023)</p> <p>Ce rapport montre qu'une partie des échantillons ont été perdus par le laboratoire d'analyses. L'échantillon 1 (le seul restant sur les 3 réalisés) fait état d'un dépassement du rejet en poussières : 10,5 mg/Nm3, VLE: 10 mg/Nm3.</p> <p><b>Constat : La teneur en poussières dans les rejets atmosphériques dépasse la valeur limite autorisée (10,5 mg/Nm3, VLE: 10 mg/Nm3)</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60 jours</p>

#### N° 9 : Origine des approvisionnement en eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes:</p> <p>Réseau public: 6000 m3</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié sa consommation annuelle d'eau en fournissant:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une extraction de ses relevés mensuels de l'année 2023 qui montre une consommation totale</li> </ul>

<p>annuelle de 649 m3;  - une copie des factures disponibles au jour de l'inspection (gestionnaire Bourges Plus) d'octobre 2022 à mars 2023: 376 m3 - du 07 avril 2023 au 30 août 2023: 241 m3  L'extraction de l'exploitant conclut sur la période complète d'avril à août 2023 à une consommation de 256 m3.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 10 : Protection des réseaux d'eau potable**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.1.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Isolement des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un ou plusieurs réservoir de coupure où bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eau industrielle et pour éviter des retours de substance dans les réseaux d'adduction d'eau publique</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis le plan des réseaux (mise à jour avril 2024).  Ce plan localise le dispositif anti-retour situé après le compteur d'eau , il est accompagné d'une photographie de ce dispositif.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Collecte des effluents**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.2.2.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établies par l'exploitant , régulièrement mis à jour , notamment après chaque modification notable , et datés . Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours .  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'origine et la distribution de l'eau d'alimentation</li> <li>- Les dispositifs de protection de l'alimentation (Bac de disconnexion , implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>- Les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>- Les ouvrages de toutes sortes Vannes compteur</li> <li>- Les ouvrages d'épuration interne avec leur points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu )</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 21 mars 2024, il a été constaté l'absence sur le plan des réseaux du compteur et du disconnecteur.  Par mél du 4 avril 2024, l'exploitant a transmis le plan des réseaux mis à jour à avril 2024.  Ce plan fait apparaître les éléments requis.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Collecte des effluents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 4.2.3.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien et surveillance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables , étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fourni la facture établie par la société AEP (assainissement Esteve) pour le site Revival de La Chapelle-Saint-Ursin daté du 1er aout 2023.  Cette facture montre la réalisation du curage hydrodynamique du réseau et du pompage des eaux et boues hydrocarburées.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sans objet.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

N° 13 : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2008, article 7.7.6.1.
--

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution
--

Prescription contrôlée :
--------------------------

Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident où d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés [...]

Constats :
------------

Lors de l'inspection du 21 mars 2024, il est constaté la présence de dépôts de boues en fond de bassin dans lequel des végétaux se développent. L'étanchéité du bassin est susceptible d'être compromise.

**Constat : Le bassin de confinement n'est pas correctement entretenu, ce qui compromet son étanchéité aux produits collectés.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
---

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
--

Proposition de suites : Demande d'action corrective
---

Proposition de délais : 60 jours
----------------------------------